

Un fleuron industriel menacé par 10 années de régulation intense

- Une contribution majeure, pour la balance commerciale française, des entreprises du G5 : sans elles, la balance extérieure des produits de santé serait fortement déficitaire, et il n'y aurait quasiment pas de R&D en France.
- Une industrie menacée par les mesures de régulation qui s'aggravent depuis 2010 et pénalisent l'économie française.
- Malgré la baisse de leur CA domestique, les entreprises du G5 Santé continuent de privilégier la France pour leurs emplois et leurs investissements, et s'y maintiennent grâce à la performance de leurs exportations.
- Il devient urgent de changer la politique de régulation et de mieux valoriser les investissements en R&D et en production en France, afin de préserver l'emploi, les usines et l'indépendance sanitaire des produits essentiels.

L'étude du BIPE présentée par le G5 Santé le 12 juin 2019 démontre le **recul préoccupant de la France dans le secteur des industries de santé**, notamment en termes de production et d'exportations, ainsi que la contribution du G5 Santé à l'économie française et son évolution depuis une précédente étude de 2010 et l'impact de la régulation des dépenses de santé sur le secteur.

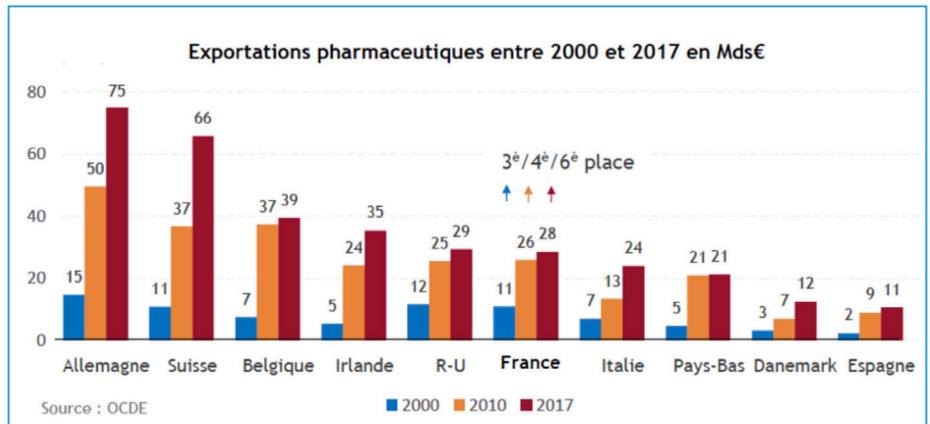
Les résultats complets de l'étude du BIPE sont disponibles sur le site du G5 : <http://g5.asso.fr/>

Le recul inquiétant de la France en Europe

La France, qui était un grand pays producteur de médicaments a vu sa place reculer en Europe :

- Sa production est en quasi-stagnation depuis 2010, à l'inverse de celle de nombreux pays, notamment l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Irlande.
- Ses exportations progressent donc peu depuis 2010, de 26 à 28 milliards €, soit à peine 2 milliards de mieux, là où les exportations allemandes ont progressé de 25 milliards €, de 29 milliards pour la Suisse, de 11 milliards pour l'Irlande comme pour l'Italie, d'où une très forte perte d'opportunités pour la France.
- Elle est désormais en **6^e position en Europe pour les exportations** et en **7^e pour la balance commerciale**. La balance commerciale de produits pharmaceutiques de la France est la

seule en Europe à s'être dégradée entre 2010 et 2017 (avec le Royaume-Uni, mais pour d'autres raisons).



Importance du G5 Santé en France et Impact des mesures de régulation sur les entreprises de santé

La contrainte majeure des déficits publics a conduit à une forte régulation des dépenses de santé depuis 2010. Cela se traduit par :

- Une croissance moyenne nulle sur 2010 – 2018 pour le marché intérieur du médicament, fait sans précédent pour un secteur de pointe,
- Une contribution de 83 % du médicament et des dispositifs médicaux aux économies demandées en ville par l'assurance maladie (sur 2010 – 2017).

La régulation des dépenses depuis plus de 10 ans passe majoritairement par des baisses massives de prix, ce qui crée **un effet cumulé dont les conséquences sont particulièrement négatives à l'exportation et à l'international**, car le prix français sert de référence dans de nombreux pays.

LA CONTRIBUTION DU G5 AU PIB EST FREINÉE PAR LA RÉGULATION MAIS SOUTENUE PAR L'EXPORT

Malgré ce contexte très contraignant, jusqu'à présent les huit entreprises composant le G5 Santé continuent de privilégier la France :

- **Préservation des emplois directs** : près de 46 000 emplois dans les entreprises du G5 en 2018, dont 38 100 emplois dans le médicament (soit quasiment 40 % de l'emploi total de l'industrie pharmaceutique en France) et 4 000 dans les diagnostics.

L'emploi total augmente en raison du recours plus important à des fournisseurs français.

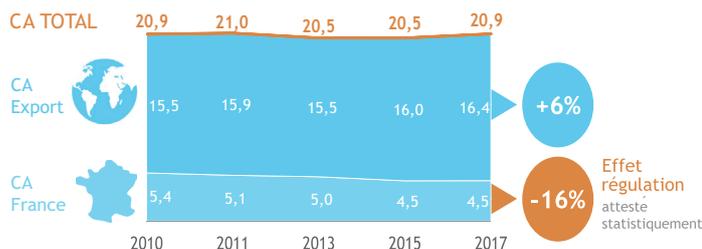
- **Activité industrielle maintenue** : près de 20 000 emplois directs dans la production en 2018, et 3,5 milliards € d'investissements industriels sur les 5 dernières années.

- **Croissance des exportations**. La balance commerciale est en excédent de 10,8 milliards € en 2018 pour le G5, en hausse de 4 milliards depuis 2010. Le G5 représente à lui seul 140 % de la balance commerciale française médicaments + diagnostics, évaluée à 7,4 milliards €.

- **La recherche** : près de 3 milliards € investis en France en 2017 par le G5 soit près des trois quarts des investissements du secteur, lui-même en troisième position après l'automobile et l'aéronautique.

- **L'irrigation territoriale** : présence sur 107 sites en France dont 52 en production et 32 en recherche.

Décomposition du chiffre d'affaires des entreprises du G5 Santé (en Mds €)



Les 8 entreprises du G5 Santé contribuent directement à hauteur de 10,2 milliards € au PIB, grâce au dynamisme de leurs exportations qui ont progressé de 6 % en 7 ans. Cette contribution est portée à plus de 15 milliards si l'on considère leurs recours aux fournisseurs français et la consommation de leurs salariés.

Si le chiffre d'affaires France du G5 Santé a diminué de 16 % de 2010 à 2017 en raison de la forte régulation, le chiffre d'affaires total (France et export) se maintient grâce aux exportations (+6 %), traduisant la réussite des produits de santé du G5 à l'étranger.

Au total, la contribution du G5 Santé au PIB a baissé de 23 % de 2010 à 2017, du fait d'une régulation particulièrement intense sur la période.

MISE EN PERSPECTIVE SECTORIELLE : évolution cumulée sur 6 ans (2016 versus 2010) en prix courants

Contrairement à l'ensemble des secteurs industriels, les entreprises du G5 Santé sont les seules à avoir maintenu l'emploi alors que la production a stagné et que l'EBE s'est contracté sur la période :

	Production	EBE	Emplois
Industrie, dont :	+4,4%	30,4%	-5,6%
Industrie automobile	+2,3%	25,8%	-21,1%
Aéronautique (et autres)	+57,5%	24,8%	7,4%
Textiles, industrie du cuir	+2,7%	62,9%	-13,3%
Industrie chimique	+4,8%	52,5%	-0,1%
Industrie pharmaceutique	+1,1%	0,1%	-6,0%
Entreprises du G5 (2010-2017)	+0,2%	-31,2%	0,4%
Construction	+2,8%	20,3%	-8,5%

Source : INSEE, Comptes nationaux, 2017, BIPE sur données G5

Alors que les industries de santé sont un secteur industriel reconnu comme stratégique, la régulation des dépenses de santé depuis 2010 se fait donc au détriment :

- Des entreprises du G5 Santé : décroissance du chiffre d'affaires net malgré la hausse des besoins et l'arrivée des innovations, involution forte de la rentabilité, mais maintien des emplois.

- De l'économie française : fort recul de la place de la France dans l'Europe en production, exportation et balance commerciale et baisse de 23 % de la contribution des entreprises du G5 Santé au PIB.

Après une quasi-décennie de très forte régulation, une limite est atteinte en 2018 et nécessite la mise en œuvre rapide de la politique industrielle annoncée par le gouvernement

- L'étude du BIPE montre que la politique de régulation a dégradé le profil de compétitivité de nos entreprises. Devant la perspective d'un marché local qui se rétrécit pour elles année après année, elles doivent pour beaucoup leur équilibre à la performance de leurs exportations. Désormais, le niveau du prix à l'export est une condition essentielle de leur vitalité et du maintien des emplois industriels.

- La reprise d'un scénario vertueux n'est possible qu'avec un changement de la politique de régulation.